



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

51450
Distr. : LIMITEE

E/ECA/CMU/7
22 janvier 1987

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT
DE L'ETUDE DE FAISABILITE DU SYSTEME
REGIONAL AFRICAIN DE COMMUNICATIONS
PAR SATELLITE

INTRODUCTION

1. A sa douzième session, la Conférence des ministres de la CEA a adopté les résolutions 278 (XII) et 281 (XII) par lesquelles elle demandait à la CEA, à l'OUA et à l'UIT de prendre des mesures en vue de la réalisation d'études pour déterminer la faisabilité d'un ou de plusieurs systèmes régionaux de communications par satellite qui complèteront le réseau PANAFTEL et permettront de faire face aux besoins du continent en matière de radiocommunications. Le conseil des ministres de l'OUA a ensuite adopté la résolution CM/Res. 506 (XXVII) sur la mise en place d'un système de communications par satellite.

2. Suite à ces résolutions, la CEA, l'OUA, l'UNESCO et l'UIT ont conjointement organisé à Addis-Abeba du 27 septembre au 1er octobre 1976, un séminaire régional sur "La coopération régionale pour l'éducation et le développement en Afrique au moyen des communications spatiales". Ce séminaire a recommandé que des études complètes soient entreprises sur la possibilité d'exploiter les techniques de communications spatiales aux fins de l'éducation et du développement dans la région. Cette recommandation a été entérinée par la Conférence des ministres de la CEA réunie à sa 13ème session, qui, par sa résolution 310 (XIII), a demandé à la CEA, à l'OUA, à l'UIT et à l'UNESCO de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en place dans les plus brefs délais d'un groupe d'experts chargé de concevoir une étude de faisabilité du système régional africain de communications par satellite.

3. Sur la base d'une étude préliminaire réalisée dans le cadre des études préparatoires pour le programme de la première phase de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, un projet intitulé "Etude de faisabilité du Système régional africain de communications par satellite" (Projet n° SAP-01) a été inscrit au programme de la première phase de la Décennie.

EVOLUTION

4. En avril 1979, dans le cadre des activités préparatoires en vue de l'élaboration de la stratégie globale et du plan d'action de la Décennie, le Comité de coordination interinstitutions pour la Décennie a proposé le champ et le cadre de référence de l'étude de faisabilité du système africain de communications par satellite, conformément aux résolutions 310 (XIII) de la CEA et CM. Res. 506 (XXVII) de l'OUA. Cette proposition a été ensuite entérinée par une réunion intergouvernementale d'experts des transports et des communications tenue en mai 1979 et approuvée en tant que projet par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification à sa session de mai 1979. Ce projet figure sous le numéro SAP-01 dans le document de la CEA portant la cote E/CM.14/726 Add.1 et intitulé "Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, 1978-1983, Volume II : Programme d'action approuvé pour la première phase, 1980-1983".

5. A la demande de plusieurs dirigeants africains, un certain nombre d'organismes des Nations Unies et d'organisations intergouvernementales africaines ont commencé la réalisation ou les préparatifs d'études de faisabilité en vue de la mise en place d'un système régional africain de communications par satellite.

6. C'est ainsi qu'en 1980, pas moins de quatre études de faisabilité étaient envisagées concernant un système de télécommunications (c'est-à-dire téléphone, télex, télégraphe, radio et télévision) qui puisse compléter le réseau PANAFTEL existant et permettre à l'ensemble des populations, notamment rurales, de disposer de moyens de communications fiables et peu coûteux. Ces quatre études sont :

- a) Etude de faisabilité commune CEA/OUA/UNESCO/UIT;
- b) Etude de préfaisabilité effectuée par l'UIT sur les télécommunications par satellite au service des zones rurales;
- c) Etude de préfaisabilité effectuée par l'UPAT sur un réseau régional africain de télécommunications par satellite;
- d) Etude de l'UAPT sur un réseau de télécommunications par satellite pour l'Afrique.

7. Soucieuse d'éviter le gaspillage de ressources qu'entraînerait la prolifération d'études et d'empêcher une dispersion des activités, la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification, à sa troisième session tenue au Caire en mars 1983, a adopté la résolution ECA/UNACDA/Res. 83/26 qui, entre autres dispositions, préconise l'harmonisation et l'intégration en un seul projet de l'ensemble des études de préfaisabilité concernant un réseau de télécommunications, notamment un système régional de communications par satellite. Ce projet devait s'intituler "Système régional de communications par satellite" et figure à présent sous le numéro SAP-60-001 et sous le titre : "Etude de faisabilité du système régional africain de communications par satellite" dans le document de la CEA portant la cote E/ECA/TCD/17 et intitulé "Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, 1978-1988, Volume II : Programme d'action du secteur des communications pour la seconde phase".

8. Par cette même résolution, a été créé le Comité de coordination interinstitutions (CCII) sur les communications, composé des organisations et organismes ci-après : Organisation de l'unité africaine (OUA), Commission économique pour l'Afrique (CEA), Banque africaine de développement (BAD), Union panafricaine des télécommunications (UPAT), Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique (URTNA), Union africaine des postes et télécommunications (UAPT), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Commission africaine de

l'aviation civile (CAFAC). Ce comité est chargé d'élaborer le descriptif de projet en vue de l'étude de faisabilité et de suivre la réalisation de celle-ci.

SITUATION ACTUELLE ET METHODE DE TRAVAIL

9. A sa sixième réunion tenue à Harare en mars 1986, la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification a examiné le rapport du CCII et a adopté la résolution ECA/UNTACDA/Res. 86/65 par laquelle elle a chargé le CCII de poursuivre son programme en vue d'une réalisation immédiate de l'étude de faisabilité. Au cas où l'étude serait achevée avant 1988, une session extraordinaire de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification se tiendrait à Harare pour examiner le rapport du CCII.

10. L'étude de faisabilité du Système régional africain de communications par satellite pour le développement de l'Afrique sera effectuée sur décision des Etats africains.

11. Le CCII comprend actuellement les organisations et organismes ci-après : OUA, CEA, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), BAD, UPAT, URTNA, UAPT, UIT, UNESCO et CAFAC. Le CCII est présidé par l'OUA et, conformément à la résolution ECA/UNTACDA/Res. 83/26, a reçu pour mandat d'élaborer le descriptif de projet en vue de l'étude de faisabilité et de suivre la réalisation de celle-ci. Le CCII confie aux organisations compétentes des tâches précises et met à leur disposition les ressources nécessaires à leur accomplissement.

Rôle du CCII

12. En vue de la réalisation de l'étude de faisabilité, le CCII s'est organisé comme suit :

a) Président et vice-président

Le CCII est présidé par l'OUA; la CEA assure la vice-présidence.

b) Organisme directeur

13. L'UIT a été désigné Organisme directeur et devra, à ce titre, coordonner l'exécution du projet en étroite collaboration avec la CEA et l'UPAT, et en consultation avec l'UAPT.

c) Comité technique

14. A sa 8ème réunion tenue à Addis-Abeba en octobre 1984, le CCII a décidé de mettre sur pied un comité technique comprenant l'UPAT (Président), l'UIT (Coordonnateur et secrétaire), la CEA, l'UAPT et l'URTNA (Membres). Le Comité technique, qui relève du CCII, s'est vu confier les tâches suivantes :

- Elaboration de propositions en vue d'un programme de travail; planification et programmation des différentes activités à entreprendre dans le cadre de l'étude.
- Elaboration de propositions en vue d'un programme de travail détaillé et évaluation du coût estimatif de chaque élément de programme.
- Formulation de propositions en vue de la répartition des tâches entre les différents organismes.
- Suivi et contrôle de la réalisation de l'étude de faisabilité en ce qui concerne les aspects techniques et financiers, notamment la gestion des fonds du projet.

15. Les propositions du Comité technique ainsi que les rapports sur ses activités devront être soumis au CCII, qui prendra les décisions qu'il jugera pertinentes.

16. Le Comité technique aura un président et un coordonnateur, dont les tâches seront les suivantes :

Le président : convoque les réunions du Comité technique, préside le Comité technique et présente le rapport du Comité technique au CCII.

Le coordonnateur :

- Etablit la définition des tâches et la répartition des activités; planifie et programme les activités; établit les coûts estimatifs des différentes activités; élabore les documents relatifs à la répartition des fonds.
- Assure le suivi et l'exécution des directives du CCII; la supervision et le contrôle des activités; l'analyse et l'intégration des différentes parties de l'étude.
- Etablit, à l'intention du Comité technique, un rapport sur chacune des activités qui lui avaient été confiées. Le Comité technique examinera ces rapports avant de les transmettre, pour observations, au CCII, qui prendra les décisions qui s'imposent.

17. La description du rôle du coordonnateur ayant été jugée incomplète, des tâches supplémentaires pourraient être ajoutées lorsque sera réglée la question de l'allocation des ressources.

d) Sous-comité des finances

18. Suite à une décisions de la 5ème réunion du CCII, un sous-comité des finances a été créé, comprenant la CEA, la BAD (conseiller financier du CCII), l'UPAT, l'UAPT, l'URTNA et l'UIT.

19. Le CCII devra se réunir en session plénière tous les six mois. Le cas échéant, il aura des consultations avec les représentants des pays donateurs et des institutions participant au projet.

20. Les Etats africains ont approuvé le cadre de référence, dans lequel sont définis des systèmes de télécommunications intégrées terrestres et spatiales qui serviraient les besoins de l'ensemble des secteurs de la société, en particulier les populations rurales.

21. Etant donné que ce sont les Etats africains qui ont conçu le projet de Système régional de communications par satellite, il leur appartient de l'exécuter aux niveaux national et régional grâce à leur main-d'oeuvre et à leurs ressources propres.

22. La responsabilité suprême du projet revient à la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification, qui sera assistée d'un comité exécutif intérimaire (CEI) chargé de suivre l'exécution du projet. Le CEI sera composé de représentants des pays africains participant au projet, à raison d'un représentant par pays. Le CEI a pour tâches d'orienter les activités du projet, d'étudier les différents rapports, notamment dans les domaines financier, technique et économique, et de soumettre des recommandations à la Conférence des ministres.

23. Les rapports et les recommandations du CCII seront transmis à la Conférence des ministres par le CEI.

24. Le Bureau du projet est en cours d'installation; dès sa mise en service, il entamera la réalisation de certaines portions de l'étude et en assurera le suivi. Le Bureau sera dirigé par une équipe d'experts recrutés sur le plan international et sur la base d'un contrat à durée déterminée; il sera installé au siège de l'UIT. Les experts chargés de l'exécution du projet seront recrutés par le CCII et travailleront sous l'autorité du Secrétaire général de l'UIT (coordonnateur). L'UIT mettra à la disposition du personnel du projet les moyens matériels nécessaires, notamment son système informatique. En outre, les experts bénéficieront des privilèges et des immunités accordés au personnel d'assistance technique des Nations Unies.

25. Le Bureau sera chargé d'établir les normes du travail sur le terrain et de superviser les activités des experts nationaux et internationaux chargés de la réalisation de l'étude. Enfin, il rassemblera et analysera les rapports des missions d'enquête.

Le rôle des institutions de contrôle

26. Le Bureau bénéficiera de la collaboration des organismes régionaux de contrôle, c'est-à-dire les organisations et les organismes directement associés à la réalisation du projet : UIT, CEA, UPAT, UAPT et URTNA. Ces organismes seront appelés à jouer un rôle actif dans la réalisation du projet et leur personnel devra aider les coordonnateurs et autres experts du projet dans la mise en oeuvre des activités, notamment au niveau national. Le personnel de ces organismes devra en outre assurer la supervision du travail sur le terrain, afin que les activités entreprises dans les différents pays soient toutes conformes aux normes préalablement établies. A cette fin, le CCII mettra à la disposition des organismes associés, des fonds prélevés sur le budget du projet pour un certain nombre d'activités confiées en sous-traitance. Le montant des fonds ainsi alloués sera fonction de la nature et de la durée de l'activité. Les organismes de supervision devront utiliser les fonds qui leur ont été alloués uniquement pour la portion du projet dont ils ont été chargés et sont tenus de fournir des comptes détaillés pour toute dépense effectuée.

27. S'agissant du financement de l'étude de faisabilité, on estime à six millions de dollars le coût total du projet. Des annonces de contribution pour un montant de 600 000 dollars (10 p.100 du coût total) ont été reçues du PNUD et de l'UIT. Pour les 5,4 millions restants, des offres ont été reçues du Zimbabwe et de l'Ethiopie, par l'intermédiaire de la BAD. D'autres offres ont été reçues du PNUD, de l'UNESCO, de l'Italie et de la République fédérale d'Allemagne. Les offres du Zimbabwe et de l'Ethiopie sont soumises à l'approbation de la BAD. Pour les offres de l'Italie et de la République fédérale d'Allemagne, des négociations supplémentaires s'avèrent nécessaires.